

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 28/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG

4 ROUTE DU RHIN
67630 LAUTERBOURG

Références : 0006700088/EM/CE
Code AIOT : 0006700088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG implanté Neue Stueckert - ZERC1 - 67630 LAUTERBOURG. L'inspection a été annoncée le 10/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi des installations, dans le but de vérifier les prescriptions applicables à l'installation : arrêté préfectoral d'autorisation du 12/12/2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS des GRAVIERES DE LAUTERBOURG
- Neue Stueckert - ZERC1 - 67630 LAUTERBOURG
- Code AIOT : 0006700088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT 0006700088, Gravière de Lauterbourg, Werk1, "Neue Stueckert et Lauterjoeckel" est une carrière d'extraction de matériaux alluvionnaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 1	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, articles 12.1, 13.4, 13.5	Sans objet
3	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 2,1	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.7	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 11.6	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 11.10	Sans objet
7	Espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.1	Sans objet
8	Déchets inertes d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 25.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité notable.

L'inspection demande à l'exploitant la transmission des documents suivant dans les meilleurs délais :

- le rapport bilan des eaux de la dernière campagne d'analyses ;
- le rapport bilan écologique 2023.

Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. 2510-1 : (A) tonnage Tonnage maximal annuel : 300 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 100 000 tonnes // Durée : 14 ans 4734 : (NC) Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution Q = 37 tonnes 1435 : (NC) Station-service (...) Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur ou égal à 100m ³ 2517 : (NC) station de transit < à 5000m ² 2930 : (NC) atelier de réparation de 600m ² 2515 : (NC) broyage concassage de 35kW
Constats : Les résultats d'extraction ont été vus. Les dernières années ont connu des extractions peu importantes en volume et ont été très aléatoires. Cela est dû aux contextes économique/géopolitique (guerre en Ukraine, revue technique de la drague, stock important attendant le démarrage d'un gros chantier voisin...). Très peu de production donc les trois dernières années. Ceci étant, la nouvelle installation électrique sur la drague permet depuis juin 2023 une efficacité d'extraction plus importante, ce qui promet un défruitement tel que prévu dans l'arrêté préfectoral (fin d'autorisation en 2030). Les stockages de GNR (gasoil non routier) et de GO (gasoil) sont largement dans les volumes de l'activité prescrite. La surface de station de transit, regroupant différentes granulométries de matériaux émanant des carrières propres au groupe et à destination de petits négociants est inférieure à 5000m ² .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, articles 12.1, 13.4, 13.5
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation-exploitation
Prescription contrôlée : 12.1 : La profondeur d'exploitation est limitée à la cote + 83 mètres NGF. Aucune extraction ne doit être effectuée à une cote inférieure.

13.4 : L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :

- les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines ;
- les limites communales ;
- la position des ouvrages mentionnés à l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- la position des bâtiments, des installations, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat ;
- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection ;
- l'emplacement des bornes ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les dix mètres d'altitude) et les cotes d'altitude des points significatifs ;
- les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les dix mètres de profondeur) ;
- les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...) ;
- la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les voies d'accès à la carrière ;
- les pistes et les voies de circulation de la carrière ;
- les piézomètres ;
- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée ;
- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée ;
- les zones défrichées non réaménagées ;
- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière (dans le plan d'eau, dans les fossés, dans les dispositifs de traitement des eaux...) ;
- l'emplacement des bassins de décantation, des bassins de collecte, des bassins tampons ;
- le tracé des canalisations de rejet d'eaux ;
- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière.

Le plan est daté, H comporte une légende. (...)

13.5 : Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an. Le plan doit comporter toutes les informations énumérées à l'article 13.4. Plusieurs plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle.

Constats :

Le plan d'exploitation présenté date du 16/02/2024. Il est globalement complet. Il convient, lors de la prochaine révision, d'ajouter le piézomètre 4 qui a été ajouté à l'exploitation en 2020.

L'exploitation est en phase 2 de défrèvement. Or, selon le plan topographique, les profondeurs maximales ne semblent pas avoir été atteintes sur la phase 1. L'exploitant a expliqué qu'une importante couche d'argile a été notée sur une partie de la phase 1 lors de l'exploitation. La décision a alors été d'avancer le défrèvement de la phase 2. Lorsque cette dernière sera totalement défrévue, il sera plus aisé de revenir en zone 1 pour accéder aux profondeurs par «gravité». C'est ce qui est prévu.

Les phases d'exploitation n'apparaissent pas sur le plan. Il serait intéressant de les tracer de sorte à mieux suivre l'évolution du défrèvement.

Il est prévu un sonar sur la drague d'ici à l'automne prochain, de sorte à optimiser le défrèvement et les avancées sous eaux.

Les clôtures sont bien présentes sur la partie longeant la route départementale, les bâtiments (en partie Sud, Sud-est et Sud-ouest). Elle est inexistante sur la partie Nord qui jouxte des propriétés privées, puis sur une partie sous convention avec l'association de pêche autorisant cette activité, puis sur une large partie boisée jusqu'au pied de la gravière (cette partie est inaccessible, aucun chemin ni sentier ne permet son accès) Depuis l'entrée principale et jusqu'au sud-est se succèdent merlon, grillage et souche de racine sur près de 2 à 3 mètres de hauteur pour éviter toute intrusion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 2,1
Thème(s) : Autre, Garanties Financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document doit être conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé, L'exploitant adresse une copie de ce document à l'inspection des installations classées.
Constats : L'acte de cautionnement a été présenté. Il date du 10/02/2022. Il comporte le montant cohérent avec la phase 2 en exploitation et est valable jusqu'au 08/01/2027. Il n'avait pas été transmis à la préfecture jusqu'à présent. C'est maintenant chose faite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée avec au moins trois piézomètres. Deux piézomètres sont placés à l'aval du plan d'eau. Un piézomètre est placé à l'amont du plan d'eau. Les eaux souterraines sont prélevées dans les piézomètres par une entreprise extérieure spécialisée au moins une fois par an. Les valeurs suivantes sont analysées par un laboratoire agréé : <ul style="list-style-type: none"> - température- 1301 (*) - pH- 1302 (*) » conductivité - 1304 (*) - Chrome - 1389 (*) - Zinc - 1383 (*) - Aluminium - 1370 €*) - Arsenic - 1369 (*) - Cadmium - 1388 (*) - Fer- 1393 (*) - Magnésium - 1372 (*) - Cuivre - 1392 (*) - Nickel - 1386 (*) - Carbone organique total - 1841 (*) - Indice hydrocarbure - 7007(*) {*) codes SANDRE Les valeurs de références sont fixées par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R.1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation. Toutefois, les valeurs manifestement anormales des paramètres fixés ci-dessus sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec ses explications et avec ses propositions pour remédier aux anomalies. Le niveau piézométrique est relevé deux fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux.
Constats :

Lors de la campagne d'hiver réalisée en mars 2024, seuls les piézomètres 1 & 2 ont été prélevés. Le piézomètre 4 ne pouvait l'être car il était bouché. Il a depuis été débouché et sécurisé. Il s'est cependant écoulé plusieurs mois pour que le prélèvement soit ensuite réalisé. A la question, pourquoi est-ce qu'il n'y a pas eu de prélèvement et analyse du piézomètre 3. La réponse a été l'oubli.

Pour 2023, à l'issue des prélèvements et analyses réalisés par un laboratoire agréé tout au long de l'année, le bureau d'étude de l'exploitant a établi un rapport global exploitable. Ce rapport a été établi en janvier 2024. Il est à noter que tous les piézomètres de 1 à 4 y sont cités avec leur niveau d'eau avant purge, hauteur d'eau... mais certains éléments sont manquants tantôt (hauteurs/volumes/niveaux/photo du piézomètre 4) et surtout aucun résultat des analyses du piézomètre 4 ne sont donnés (tableaux 5 & 6).

Le piézomètre 4 a été ajouté en 2020 suite à une remarque de l'inspection concernant un piézomètre manquant en aval de l'exploitation tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral.

Il est souhaité que l'exploitant explique la cohérence de l'emplacement choisi pour le piézomètre 4.

Il est demandé à l'exploitant de vérifier les commandes passées au laboratoire d'analyse notamment la fréquence et paramètres à analyser. Il faudra ensuite interpréter correctement les résultats et les questionner le cas échéant.

Les résultats devront ensuite être correctement reportés dans GIDAF (application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant fasse réaliser les analyses manquantes, planifie la campagne de fin d'année et transmette ensuite les rapports d'analyse exploitables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 11.6

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques-Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Elles doivent être entretenues en bon état et être périodiquement vérifiées par une personne compétente, notamment après leur installation ou leur modification.

Les équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre doit être distincte de celle des dispositifs de protection contre la foudre.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Les pièces justificatives sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un rapport de vérification en date du 27/11/2023, certificat Q18 conforme a été présenté à l'inspection. Le rapport n'appelle pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 11.10
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et les intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques de l'installation, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Sans préjudice des dispositions prévues par le code minier, par le règlement général des industries extractives et par le code du travail, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- former son personnel à la manipulation des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;- afficher les consignes correspondantes.
Constats : Le personnel est formé sur la conduite à tenir en cas d'accident, à la manipulation des moyens de secours et de lutte contre l'incendie. Un document a été présenté à l'inspection avec un personnel formé en avril 2022 et en décembre 2023 sur les aspects incendie par exemple. Il est à noter que la formation incendie est préconisée tous les trois ans. Les habilitations électriques, CACES sont effectives. Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.1
Thème(s) : Autre, Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats
Prescription contrôlée : Tous les aménagements réalisés en cours d'exploitation pour les espèces protégées et pour leurs habitats doivent être conservés. L'exploitant met en œuvre les mesures énumérées dans le chapitre 5 de l'étude écologique. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- la station de Pesse d'eau relevée au niveau des berges basses à l'Est/Sud-Est des terrains destinés à être exploités doit être transplantée au niveau d'une berge déjà réaménagée située au Nord ;- des rhizomes de Pesse d'eau doivent être plantés le long de la berge Sud-Ouest ;- les deux stations de Nénuphar blanc présentes au pied des berges au Nord/Nord-Est et à l'Est/Sud-Est des terrains destinés à être exploités doivent être transplantées au niveau de berges déjà réaménagées situées au Nord et au Sud ;- une phragmitaie doit être replantée au niveau d'une zone de hauts-fonds déjà présente au pied d'une berge déjà réaménagée située au Nord ;- un suivi du Petit gravelot doit être effectué par un ornithologue confirmé afin de repérer les nids au début de la période de nidification et de baliser un périmètre de protection autour des nids ;- la colonisation des berges par les ligneux doit être limitée et aucune plantation ligneuse ne doit être réalisée sur les nouvelles berges du plan d'eau ;- il ne doit être procédé ni au broyage, ni au fauchage de la végétation entre le 1^{er} avril et le 30 septembre ;- l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques n'est pas autorisée ;- les merlons sableux doivent être maintenus ;- les travaux d'entretien de la couverture végétale doivent être réalisés en dehors des périodes de nidification ;- au moins dix hibernaux pour reptiles doivent être créés. L'exploitant met en place un suivi des espèces de l'avifaune, des reptiles et des espèces végétales. Il transmet deux exemplaires des rapports de suivi à l'inspection des installations classées tous les deux ans (2017, 2019, 2021), puis tous les quatre ans (2025, 2029).

Constats :

L'extraction suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral de 2016 n'a vraiment démarré qu'en 2020. Le premier bilan écologique a été réalisé en juin 2023. Aucun bilan n'a été réalisé dans l'intervalle. L'exploitant est dans l'attente du rapport et de fait l'inspection aussi.

Les dix hibernulums préconisés dans l'arrêté ne sont pas en tant que tel présents sur le site. Néanmoins, le déploiement de souche/racines a été vu sur presque toute la totalité de la partie Sud-Est en limite de propriété. Des lézards ont été observés et permettent de noter la présence d'habitats pour ces reptiles et bien d'autres animaux.

Il est préconisé, selon les aménagements réalisés au cours des années et au gré de la nature elle-même de faire des préconisations dans le rapport/bilan écologique de suivi/maintenance/réaménagement versus ce qui était prévu et de fait dicté dans l'arrêté.

Le site a pour la première fois ce printemps accueilli des hirondelles de rivage dans des murs de sables. L'exploitant n'y a pas touché depuis leur installation et prévoit d'attendre leur départ si le stock doit être utilisé.

Le site apparaît correctement entretenu et accueillant de biodiversité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant remette à l'inspection le rapport, bilan écologique dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2012, article 25.2

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Constats :

Le plan de gestion des déchets (PGD) a été remis à l'inspection. Il date du mois d'août 2022. Le plan présenté n'appelle pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 8.2

Thème(s) : Autre, Stockage des terres et des stériles

Prescription contrôlée :

Les travaux de décapage sont achevés.

Les terres non polluées qui constituent l'horizon humifère et les stériles d'exploitation doivent être stockés séparément dans l'emprise de la carrière et doivent être réutilisés intégralement pour la remise en état du site. Ces matériaux sont utilisés pour la remise en état coordonnée du site ou sont conservés pour la remise en état finale du site.

Les terres non polluées ne doivent pas être enfouies sous des épaisseurs de matériaux stériles.

La hauteur des stocks de terres non polluées doit être inférieure à 2,5 mètres.

Les pentes des stocks et des merlons de terres non polluées et de stériles doivent être inférieures à 45°.

L'évacuation des excédents de terres non polluées et des stériles d'exploitation en dehors de la carrière est interdite.

Ces matériaux sont conservés pour la remise en état du site. L'exploitant doit être en mesure de justifier les quantités conservées.

Constats :

Selon le PGD, dire de l'exploitant et vu sur site, aucun stockage de terres non polluées ou de produits de décapage, issus de l'activité de la carrière n'a lieu sur le site.

Les terres de décapages ont servi à la réalisation de merlon autour du plan d'eau bien avant 2016.

Type de suites proposées : Sans suite

